



Conseil économique et social

Distr. générale
27 novembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par Dominican Leadership Conference, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Au Sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague en 1995, les chefs d'État et de gouvernement réunis ont décidé d'accorder « la priorité absolue, dans les politiques et actions menées aux niveaux national, régional et international, à la promotion du progrès social et de la justice, et à l'amélioration de la condition humaine, sur la base de la pleine participation de tous ». Ils ont également réaffirmé lors de ce sommet « le droit à l'autodétermination de tous les peuples » et reconnu que « donner aux individus, [...], les moyens de renforcer leurs propres capacités constitue un objectif primordial du développement et son moteur principal. Il faut, pour cela, qu'ils participent pleinement à l'élaboration, à l'application et à l'évaluation des décisions déterminant le fonctionnement et la prospérité de nos sociétés ». Le thème prioritaire de la cinquante et unième session de la Commission du développement social « promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous » nous fournit l'occasion d'évaluer dans quelle mesure nous avons mis notre volonté politique et nos ressources nationales et internationales au service du renforcement des capacités à la base, permettant ainsi aux personnes de jouir de l'autodétermination qui leur revient de droit et dont le principe a été énoncé dans de très nombreux documents de l'ONU. C'est aussi le moment opportun d'examiner cette question du point de vue du bien commun.

Autonomisation et participation – absence de définition

En l'absence de consensus sur la définition exacte de la notion d'« autonomisation », le Comité du développement social a tout de même précisé ce que l'on entend dans la pratique par ce mot lors de l'exposé qu'il a présenté à la réunion du groupe d'experts en septembre 2012 : l'autonomisation est le renforcement des capacités, de la volonté et des objectifs nécessaires pour que les personnes puissent agir efficacement sur leurs conditions de vie. Pour la Banque mondiale, l'autonomisation consiste à accroître les moyens économiques et les capacités des personnes qui vivent dans la pauvreté afin qu'elles puissent participer aux institutions qui les concernent, négocier avec elles, les influencer, les contrôler et engager leur responsabilité. Il est évident que les personnes n'ont ni le pouvoir ni le droit de devenir effectivement maîtres de leurs conditions de vie et de participer aux institutions qui les concernent si leurs besoins élémentaires qui permettent de vivre décemment ne sont pas pourvus. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme nous rappelle que les personnes qui vivent dans la pauvreté sont prises dans le cercle vicieux de l'impuissance, de la stigmatisation, de la discrimination, de l'exclusion et du dénuement matériel; que la non-participation aux décisions est un critère de définition de la pauvreté et une cause de celle-ci. Par ailleurs, bien que la participation soit un élément essentiel de la stratégie de développement et de lutte contre la pauvreté axée sur les droits de l'homme, peu d'attention est accordée aux conditions nécessaires à la création d'un environnement dans lequel les personnes qui vivent dans la pauvreté peuvent devenir des membres actifs de leurs sociétés respectives.

Accroissement des inégalités

Dans son rapport résumant le déroulement de la cinquantième session de la Commission du développement social (A/67/179), le Secrétaire général a noté que

l'inégalité des revenus fait obstacle à la participation des pauvres à la vie économique, sociale et politique. Il affirme plus loin que « l'inégalité des revenus, la médiocrité des conditions d'emploi et le manque de possibilités économiques sont autant de manifestations de la marginalisation qui contribue à la pauvreté. Si l'on veut éliminer la pauvreté et parvenir à une croissance économique inclusive, équitable et durable, il est essentiel que les pauvres puissent participer à la vie sociale, économique et politique ».

En juin 2013, la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, Magdalena Sepúlveda, doit remettre au Conseil des droits de l'homme, à sa vingt-troisième session, son rapport sur l'approche fondée sur les droits de l'homme relative à la participation des personnes vivant dans la pauvreté aux décisions qui concernent leur vie. Dans le document qu'elle a établi, elle affirme que « toutes les politiques relatives à la pauvreté doivent viser à autonomiser les personnes touchées par ce phénomène. Elles doivent être fondées sur la reconnaissance du droit de ces personnes à prendre leurs propres décisions et respecter leur capacité d'exploiter leur propre potentiel, leur sens de la dignité et leur droit de participer aux décisions qui touchent leur vie ».

Sens du bien commun

Que faut-il donc faire pour que cette participation devienne une réalité? Qu'est-ce qui rendrait cette autonomisation possible? Il semblerait qu'il n'existe pas de solutions tellement « nouvelles » à ce problème. Nous savons ce qu'il faut, à commencer par un financement innovant, une gouvernance transparente et concertée, ainsi que le sens du bien commun. Le plus souvent, toutefois, les moyens d'y parvenir sont relégués au second plan par les discours et l'absence de volonté politique qui, malheureusement, l'emportent sur le sens du bien commun. Le pape Jean-Paul II, évoquant la notion de solidarité, disait qu': « il s'agit, avant tout, du fait de l'interdépendance » ... La solidarité « n'est donc pas un sentiment de compassion vague ou d'attendrissement superficiel pour les maux subis par tant de personnes proches ou lointaines. Au contraire, c'est la détermination ferme et persévérante de travailler pour le bien commun, c'est-à-dire pour le bien de tous et de chacun parce que, tous, nous sommes vraiment responsables de tous ». Il est tout à fait clair que, faute d'investir dans l'humain pour fournir aux personnes un accès à ce qui leur est nécessaire pour jouir d'une qualité de vie décente, nous serons tous les otages d'un monde dans lequel la violence et l'instabilité sont la norme. La Rapporteuse spéciale nous rappelle que « Les personnes en situation d'extrême pauvreté suscitent des préoccupations particulières car leur marginalisation, leur exclusion et leur stigmatisation s'expliquent souvent par le fait qu'elles ne sont pas dûment prises en compte par les politiques et les services publics. Les obstacles en présence, l'insécurité et les facteurs structurels font qu'il leur est fréquemment impossible de revendiquer leurs droits et de réaliser leur potentiel indépendamment; ils ont besoin du soutien actif de l'État et d'autres parties prenantes. »

Dans son rapport adressé au Secrétaire général, intitulé « Créer l'avenir que nous voulons pour tous », l'équipe spéciale des Nations Unies chargée du programme de développement pour après 2015 nous rappelle très clairement que la mondialisation doit devenir une force positive pour toutes les générations présentes et futures des peuples du monde. Les pratiques anciennes ne sont plus de mise; un changement radical est nécessaire. Un élément crucial de cette transformation nécessaire est le sens que nous donnons à la gouvernance. Le Groupe de haut niveau

sur la viabilité mondiale établi par le Secrétaire général note que « la gouvernance démocratique et le plein respect des droits de l'homme sont des préalables indispensables qui donneront aux peuples les moyens de faire des choix viables ».

Conclusion

Alors que les États Membres dressent le bilan du niveau de leur engagement actif en faveur de l'autonomisation de leurs peuples dans ce monde de plus en plus fragile et interdépendant, nous leur demandons instamment de vouloir :

- Envisager l'autonomisation des personnes dans la perspective du bien commun de la famille humaine et de la planète;
- Prendre au sérieux la vision de l'avenir décrite par l'équipe spéciale des Nations Unies chargée du programme de développement pour après 2015 qui repose sur les valeurs fondamentales que sont les droits de l'homme, l'égalité et la viabilité;
- Rechercher des mécanismes de financement novateurs – et notamment la taxe sur les mouvements de capitaux à court terme – comme un moyen d'atteindre le bien commun;
- Promouvoir la réorientation ou la restructuration des institutions de gouvernance de manière à témoigner de leur engagement accru en faveur du bien commun plutôt que d'intérêts limités purement nationaux.

Note : Cette déclaration est appuyée par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social énumérées ci-après : Congregations of St. Joseph, International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary, Passionists International, Salesian Missions, Sisters of Charity Federation, Sisters of Mercy of the Americas, Sœurs de Notre-Dame de Namur and UNANIMA International.